

Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions Foire Aux Questions

Qu'est-ce que le rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions ?

- Un rapport annuel du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les progrès réalisés sur le plan mondial en matière d'action climatique.
- L'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réductions des émissions est l'écart entre ce que nous nous sommes engagés à faire et ce que nous devons faire pour maintenir le réchauffement climatique bien en dessous de 2 °C et atteindre 1,5 °C, comme convenu dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques.
- Notre équipe internationale de scientifiques de premier plan examine différents scénarios, notamment les engagements pris par les pays pour réduire ou minimiser leurs émissions dans le cadre de l'Accord de Paris. Ces engagements sont connus sous le nom de contributions déterminées au niveau national, ou CDN.
- Chaque année, le rapport du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions examine le volume prévu des émissions en 2030 et ce que cela implique pour les températures mondiales d'ici la fin du siècle.

Quels sont les faits à retenir ?

- L'année 2020 est en passe de devenir l'une des plus chaudes jamais enregistrées et nous avons été témoins d'une intensification des incendies, des sécheresses, des tempêtes et de la fonte des glaciers.
- Malgré ces avertissements croissants de la nature, le monde continue de se diriger vers une augmentation catastrophique des températures de plus de 3°C au cours de ce siècle.
- Cela rendrait de grandes parties de la planète inhabitables et provoquerait des extinctions massives d'espèces. Le coût de la protection de nos foyers, de nos villes et de nos populations contre les conditions climatiques extrêmes va rapidement augmenter et aucun pays ne sera à l'abri.
- Le rapport 2020 sur l'écart en matière de réduction des émissions constate qu'une baisse de courte durée des émissions de dioxyde de carbone causée par la pandémie de COVID-19 ne fera aucune différence significative dans le changement climatique à long terme.
- Cependant, l'espoir réside dans une reprise verte à la suite de la pandémie de COVID-19, qui pourrait contribuer à rapprocher le monde de l'objectif de 2 °C de réchauffement fixé par

l'Accord de Paris, même si des efforts supplémentaires seront nécessaires pour atteindre l'objectif de 1,5 °C de réchauffement.

- Un autre espoir réside dans le nombre croissant de pays annonçant des objectifs zéro émissions nettes d'ici le milieu de ce siècle environ.
- Tout le monde, qu'il s'agisse des gouvernements, des entreprises ou des consommateurs individuels, doit œuvrer à résoudre une crise croissante qui éclipsera les effets de la COVID-19, tant en termes d'échelle que de longévité.

Quelles sont les conclusions ?

- Chaque année depuis 11 ans, ce rapport a fait état de l'écart entre la trajectoire que prennent les émissions de gaz à effet de serre et celle qu'elles devraient suivre. Cet écart ne se réduit toujours pas.
- En 2019, les émissions totales de gaz à effet de serre, dont les changements d'affectation des terres, ont atteint un nouveau record de 59,1 gigatonnes d'équivalent CO₂ (Gt éq CO₂).
- Pour avoir une chance d'atteindre l'objectif de 2°C, le volume des émissions doit chuter à 41 Gt éq CO₂ en 2030. Pour atteindre l'objectif de 1,5°C, ce volume doit tomber à 25 Gt éq CO₂.
- Sur la base des politiques en place avant la COVID, les émissions de 2030 devraient atteindre 59 Gt éq CO₂, ce qui implique une augmentation de la température de 3,5°C au cours de ce siècle.
- Même si tous les CDN inconditionnelles étaient pleinement mises en œuvre, les émissions devraient atteindre 56 Gt éq CO₂ en 2030, soit une augmentation de 3,2°C au cours du siècle.
- On estime que les émissions de dioxyde de carbone diminueront jusqu'à 7 % en 2020 en raison de la pandémie. Toutefois, à long terme, cette baisse signifie une réduction de seulement 0,01°C du réchauffement climatique d'ici 2050.
- Les niveaux d'ambition de l'Accord de Paris doivent être environ multipliés par trois pour atteindre l'objectif des 2 °C de réchauffement et au moins par cinq pour celui de 1,5 °C.

Que pouvons-nous faire pour rattraper notre retard ?

- En adoptant une reprise verte à la suite de la pandémie et en poursuivant un véritable changement systémique, planifié et suivi par le biais de CDN plus fortes et d'engagements de zéro émissions nettes, nous pourrions atteindre l'objectif de 2°C de l'Accord de Paris et avoir une chance d'atteindre l'objectif de 1,5°C.
- Le rapport estime qu'une reprise verte à la suite de la pandémie pourrait réduire jusqu'à 25 % des émissions que nous devrions observer en 2030 sur la base des politiques en place avant la COVID-19.
- Une reprise verte pourrait faire chuter les émissions à 44 Gt éq CO₂ en 2030, ce qui correspond à la fourchette d'émissions qui donne 66 % de chances de maintenir les températures en dessous de 2 °C.
- Ce chiffre dépasse de loin les économies d'émissions qui seraient réalisées dans le cadre des CDN inconditionnelles, même si davantage de mesures seront nécessaires pour atteindre l'objectif de 1,5 °C.
- Parmi les mesures à privilégier dans le cadre d'une relance verte, on peut citer :

- Investir dans des actions visant à réduire la consommation de carbone, comme le remplacement des vols intérieurs et de courte distance par le rail, des mesures d'incitation et des infrastructures facilitant l'utilisation du vélo et le covoiturage, ainsi que des politiques visant à réduire le gaspillage alimentaire ;
 - Soutenir de façon directe les technologies et infrastructures à émissions zéro ;
 - Réduire les subventions aux combustibles fossiles ;
 - Soutenir les solutions fondées sur la nature, dont la restauration des paysages à grande échelle et le reboisement à l'occasion de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes.
- Un nombre croissant de pays se sont engagés à atteindre des objectifs de zéro émissions nettes d'ici le milieu du siècle, notamment les principaux acteurs du G20, qui sont collectivement responsables de plus des trois quarts de toutes les émissions de gaz à effet de serre.
 - Au moment du bouclage du rapport, 126 pays, représentant 51 % des émissions de gaz à effet de serre, avaient adopté ou annoncé des objectifs de réduction nette des émissions ou envisageaient de le faire.
 - Pris isolément, les objectifs nets zéro annoncés permettraient, s'ils étaient mis en œuvre, de réduire l'augmentation de la température mondiale attendue au cours de ce siècle à environ 2,6-2,7 °C.
 - Toutefois, pour rester réalisables et crédibles, ces engagements doivent être traduits d'urgence en politiques et en mesures fortes à court terme et être reflétés dans les CDN.

Les gouvernements agissent-ils suffisamment ?

- Non. Jusqu'à présent, la possibilité d'utiliser les mesures de relance pour accélérer la transition verte a été largement manquée.
- Environ un quart des membres du G20 ont consacré une part de leurs dépenses, jusqu'à 3 % du PIB, à des mesures à faible intensité de carbone.
- Cependant, la plupart des dépenses ont été principalement consacrées à des mesures à forte intensité de carbone, impliquant des émissions plus élevées, ou neutres, n'ayant pas d'effets perceptibles sur les émissions.
- Si cette situation n'est pas inversée, les objectifs de l'Accord de Paris seront de plus en plus difficiles à atteindre.

Le rapport nous informe-t-il sur ce que nous pouvons faire pour limiter le changement climatique ?

- Oui. Chaque année, le rapport passe en revue des secteurs spécifiques. Cette année, il examine le potentiel des secteurs du transport maritime et aérien et du changement des habitudes de consommation pour réduire les émissions.
- **Les secteurs du transport maritime et aérien représentent 5 % des émissions mondiales, et ce chiffre ne cesse d'augmenter.**
 - Si les tendances actuelles se poursuivent, les émissions internationales combinées du transport maritime et aérien représenteront probablement entre 60 et 220 % des émissions de CO₂ autorisées d'ici 2050 selon le scénario à 1,5°C de réchauffement.

- Les améliorations technologiques et opérationnelles peuvent améliorer le rendement énergétique des transports, mais les augmentations prévues de la demande signifient que cela ne se traduira pas par une « décarbonisation » ni des réductions absolues de CO₂.
- Les deux secteurs doivent combiner l'efficacité énergétique avec une transition rapide vers l'abandon des combustibles fossiles. Des politiques supplémentaires sont nécessaires pour entraîner des changements dans la technologie, les opérations, l'utilisation des carburants et la demande.
- **Des mesures plus fortes doivent notamment faciliter, encourager et imposer des changements des habitudes de consommation du secteur privé et des particuliers**
 - Environ deux tiers des émissions mondiales sont liés aux ménages privés, lorsqu'on utilise la comptabilité basée sur la consommation. Les secteurs de la mobilité, du logement et de l'alimentation contribuent chacun à environ 20 % des émissions liées au mode de vie.
 - Le volume des émissions combinées des 1% les plus riches de la population mondiale représentent plus du double des 50% les plus pauvres. L'élite devra réduire son empreinte d'un facteur d'au moins 30 pour rester en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris.
 - Les gouvernements doivent permettre et encourager les consommateurs à éviter une consommation élevée de carbone.

Les trois choses à retenir :

- Le rapport 2020 sur l'écart en matière de réduction des émissions montre que nous sommes encore loin de l'action climatique, mais qu'une reprise verte à la suite de la pandémie peut remettre le monde sur la bonne voie.
- Les pays doivent investir les fonds de relance de manière à soutenir la reprise sociale et économique en favorisant un climat et un environnement sains, à transformer les engagements nets zéro en actions concrètes et urgentes, et à tout regrouper dans des CDN actualisées.
- Si les pays tiennent compte de cet avertissement, nous pouvons nous mettre sur la voie de l'objectif de 2 °C fixé par l'Accord de Paris et avoir une chance d'atteindre l'objectif de 1,5 °C

Savez-vous quels sont les engagements pris par votre pays ? Savez-vous quelles mesures pourraient être suivies d'effets positifs dans votre pays ?

Lisez le rapport, informez-vous et incitez les décideurs à agir dès maintenant.